

Les meilleurs ennemis internationaux : un état des lieux des relations sino-russes

1 ER DÉCEMBRE 2022

Auteur

JEAN-MAURICE RIPERT

Ambassadeur de France, ancien ambassadeur de France en Chine (2017-2019), ancien ambassadeur de France en Russie (2013-2017), ancien représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne et aux Nations unies

Le durcissement autoritaire des régimes russe et chinois ainsi que leur brutal discours anti-occidental semblent rapprocher Moscou et Pékin. Pourtant, les intérêts des deux pays sont loin d'être convergents sur la scène internationale et leur bonne entente de façade ne signifie nullement une alliance stratégique.

Cet entretien de La Grande Conversation de Terra Nova, mené dans le cadre d'un groupe de travail autour de la guerre en Ukraine, fait suite à ceux menés auprès de :

- Anna Colin Lebedev, maitresse de conférences en science politique, et directrice du master « Risques, sécurité et conflits » à l'Université Paris Nanterre, "[Ukraine et Russie à l'épreuve de la guerre](#)" (21 novembre 2022)
- Malgorzata Bonikowska, Présidente du Center for International Relations de Varsovie (<https://csm.org.pl/en/>), "[La Pologne face à la guerre en Ukraine](#)" (12 avril 2022)

La Grande Conversation : Lors de sa conférence de presse de clôture du G20 en Indonésie le 16 novembre 2022, le Président de la République Emmanuel Macron a souhaité que la Chine, qui a refusé de condamner l'invasion russe en Ukraine, joue « un rôle de médiation plus important » dans la guerre. La Chine peut-elle avoir tel rôle ?

Jean-Maurice Ripert : Mener une médiation, mais entre qui et qui ? Entre l'Union Européenne et les Russes ? Entre le président ukrainien Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine ? Le président ukrainien n'a besoin de personne pour parler avec le président russe. La Russie et l'Ukraine ont procédé à des échanges de prisonniers en septembre, des négociations ont eu lieu à travers les Nations unies mais aussi grâce à la Turquie lors de la rencontre entre Recep Tayyip Erdogan et Vladimir Poutine à Astana au Kazakhstan en octobre. Les Turcs ont souhaité se poser en médiateurs pour des raisons liées à la situation géographique de leur pays, proche des belligérants et de leurs détroits, des Dardanelles et du Bosphore, une attitude qui me paraît plutôt normale.

Nous pourrions demander aux Chinois de parler aux Russes pour leur demander d'arrêter la guerre, de se retirer d'Ukraine, de négocier avec les Ukrainiens le retour des territoires occupés, pourquoi pas ? Mais leur demander de servir d'intermédiaire entre Zelensky et les Russes n'a guère de sens. D'abord parce que les Chinois n'ont jamais joué le rôle de médiateurs dans aucun conflit international. Ils l'ont très peu fait vis-à-vis de la Corée du Nord, par exemple. Que ce soit au sein du groupe des six mis en place autrefois pour parvenir à un règlement de la question nucléaire nord-coréenne, quand il y a eu une accélération des tirs de missiles de la Corée du Nord ou encore quand Donald Trump l'a demandé, les Chinois ont répondu qu'il s'agissait d'un problème à régler entre les Etats-Unis et la Corée du Nord et que cela ne les concernait pas. Je ne crois pas que la Chine soit en capacité, ni qu'elle ait la volonté de tenir un rôle de médiateur dans les relations internationales. La doctrine chinoise repose sur la non-ingérence, sur le « chacun chez soi ». S'il y a un conflit entre deux Etats, ceux-ci doivent le régler entre eux, et personne n'est qualifié pour intervenir.

Il faut aussi comprendre que les Chinois ne sont pas les alliés des Russes. Ils peuvent être considérés comme des pays « amis », avec des intérêts convergents sur certains points, et une proximité idéologique car les deux régimes développent un discours anti-occidental agressif. Sur le plan institutionnel également, leurs agendas sont proches. Vladimir Poutine a fait modifier la Constitution russe en mars 2021 pour pouvoir être réélu jusqu'en 2036 avec une impunité à vie, tout comme Xi Jinping, qui pourra rester au pouvoir aussi longtemps qu'il le souhaite, la Constitution chinoise ne limitant plus le nombre des mandats présidentiels. Poutine n'a pas encore fait inscrire sa pensée dans la Constitution russe ce qu'a fait le dirigeant chinois en 2021 via l'article premier de la Constitution qui consacre le « rôle dirigeant » du Parti Communiste Chinois et la « Pensée Xi Jinping » (le seul dirigeant à figurer dans la Constitution chinoise jusqu'alors était Mao Tsé-toung). D'ici-là, il veut partager avec l'autre grande puissance mondiale, les Etats-Unis, la domination de l'ordre mondial. De ce point de vue, la Russie et la Chine sont en concurrence par rapport aux Etats-Unis qui, en tant qu'adversaire désigné, est celui qui va vous délivrer le brevet de grande puissance, selon l'adage « je négocie avec toi, je te crains, et donc tu es mon partenaire ». Poutine s'en rend bien compte. Cela se voit par exemple dans le changement de postures observé lors des plus récents sommets sino-russes.

Xi Jinping est apparu comme le plus imposant des deux dirigeants, sûr de lui, avec une gestuelle parlante. Les Chinois par ailleurs ne pensent pas qu'ils vont devenir la première puissance du monde en faisant la guerre, contrairement aux Russes. C'est pour cela qu'ils préféreraient ne pas intervenir militairement à Taiwan, et que l'invasion russe de l'Ukraine dans ce contexte ne les arrange pas.

La meilleure illustration de la concurrence entre les deux pays se trouve dans la fameuse initiative «La Ceinture et la Route» («*Belt and Road Initiative* », BRI), annoncée par Xi Jinping en 2017, qui vise à revitaliser les anciennes routes de la soie afin de désenclaver une partie du territoire chinois. Elle prend la forme d'investissements chinois dans des infrastructures que plusieurs pays accueillent très favorablement dans certains cas, quand ils ne créent pas pour d'autres une spirale de la dette. Les Chinois l'ont appelée « initiative » car ils ont créé des institutions *ad hoc* pour la déployer et essaient de promouvoir par ce biais un modèle de coopération internationale alternatif aux Nations Unies, dans lequel ils jouent un rôle central.

Face à cette menace qu'ils ont sentie monter, les Russes n'ont pas signé le mémorandum financier des nouvelles routes de la soie, et n'y sont pas partie, tout comme l'Union Européenne. Ils se sont toujours méfiés de cette initiative qui empiète sur leur zone d'influence traditionnelle en Asie Centrale. Il suffit de regarder une carte de « Ceinture et route » pour voir qu'il y a un seul projet qui concerne la Russie, une ligne de chemin de fer qui va jusqu'à Saint Pétersbourg. Les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale y sont beaucoup plus présentes. C'est d'ailleurs dans ce but que s'est monté le sommet de Samarcande en Ouzbékistan à l'automne 2022, qui n'était pas qu'une simple rencontre entre les Chinois et les Russes. Cette rencontre a permis à Xi Jinping d'affermir l'influence de son pays en Asie centrale, et il est allé y faire son marché auprès des chefs d'Etats membres de l'Organisation de coopération de Shanghai. Les Russes y ont assisté pour tenter de redorer leur blason auprès d'anciens fidèles alliés mais cela n'a pas fonctionné. La dépendance de la Russie à la Chine s'accroît aussi, car avec l'autonomie énergétique que va acquérir l'Europe, c'est à la Chine qu'elle va vendre ses hydrocarbures à bas prix.

Poutine a tout fait, depuis plusieurs années, pour attirer l'attention des Américains, dans l'espoir de retrouver le statut qui était celui de son pays durant la guerre froide. La guerre froide était un duopole soviéto-américain qui divisait le monde, ce qui est exactement sa vision de l'ordre international. Les Russes ont espéré que les Américains participeraient aux accords de Minsk I et II en 2015, ce qui n'a pas été le cas. Donald Trump, quant à lui, s'est lancé durant son mandat dans une bataille économique et idéologique contre la Chine qu'il a désignée comme principale adversaire des Etats-Unis et a délaissé une nouvelle fois les Russes.

Concernant la guerre en Syrie entre 2011 et 2021, les Russes ont décidé d'y prendre part pas uniquement pour sauver Bachar El Assad, mais surtout pour se distinguer en tant que grande puissance, disposant d'un pouvoir de négociation. Occasion ratée une fois encore, qui les a vus négocier avec les Américains sur des sujets uniquement militaires pour éviter que leurs avions ne se rencontrent dans le ciel. Il y a eu des arrangements entre PC opérationnels qui permettaient des échanges d'indications de positions mais fondamentalement les Américains n'ont rien négocié avec les Russes sur la Syrie.

Les Russes se sont résolus à l'accord de cessez-le-feu d'Astana en 2017 car ils se retrouvaient tous seuls et ils cherchaient un prétexte pour sortir de cette guerre de Syrie qu'ils menaient sans qu'elle remplisse leur objectif premier. Les Russes n'ont pas fait la guerre à Daech, ils ont participé à l'écrasement de la population syrienne en rasant des villes, comme les Soviétiques l'ont toujours fait en temps de guerre.

Poutine devait trouver une autre occasion de s'illustrer à ce moment-là, avant même d'intervenir en Syrie, et c'est pour cela qu'il a concentré ses actions sur l'Ukraine et la Crimée en 2014, prouvant qu'il était en capacité de nuire, qu'il était dangereux, en provoquant l'OTAN pour qu'elle intervienne. En 2022, Poutine s'est clairement trompé dans sa compréhension des relations internationales, et il ne comprend toujours pas ni l'Europe, ni les ressorts de la démocratie occidentale, la force de ces pays unis par des valeurs communes, partenaires et alliés. Il a construit un récit justifiant son «opération spéciale» à partir d'un narratif russe classique qui englobe pêle-mêle la nostalgie de l'Empire, de l'URSS, l'Eglise, très offensif « on est fort quand on est craint, on est craint quand on est fort ». Ce récit est construit aussi sur l'idée que l'Empire russe, ce sont les « vrais » Russes, les Blancs orthodoxes non issus de minorités ethniques, c'est-à-dire les Russes de Russie, les Biélorusses, les Ukrainiens.

Je ne crois pas que la Chine et la Russie soient des alliés stratégiques au fond. Ils le sont dans leur dénonciation de l'Occident, quand ça les arrange. Dans leur dénonciation de l'OTAN, dans leur refus d'accepter les droits humains universels, des révolutions populaires « de couleur » (révolution des roses en Géorgie en 2003, orange en Ukraine en 2004...). Dans le fait de se mettre d'accord pour geler la possibilité du Conseil de sécurité de l'ONU de résoudre un certain nombre de crises internationales.

Au-delà de ces sujets de solidarité ou non à l'échelle internationale, il y en a d'autres, d'ordre économique. Les accords signés à Samarcande en automne ont des contenus similaires à ceux qui ont été signés depuis plusieurs années : le doublement du Transsibérien ou des gazoducs russo-chinois par exemple. Cela fait des années qu'on parle de ce projet et les Chinois ne mettent pas un centime dans la construction d'infrastructures en Russie. Ils occupent en outre des espaces sur le territoire russe : plusieurs milliers de Chinois ont passé la frontière, et ont acheté des terres à des gouverneurs russes corrompus. C'est ce qui se passe par exemple au Birobidjan, l'oblast autonome « Juif » de Russie créé par Staline en 1928 pour y installer les Juifs d'URSS, territoire frontalier de la Chine. A l'ouverture des frontières de l'URSS en 1991, beaucoup de Juifs qui y vivaient sont partis en Israël. Des milliers de Chinois s'y sont depuis installés qui se sont convertis au judaïsme. Ils ont fait ce choix principalement pour des raisons économiques, ce qui arrange aussi les Russes car la Russie perd non seulement de la population, mais voit l'espérance de vie moyenne diminuer.

LGC : Vous évoquez la convergence idéologique entre Chinois et Russes. Une des grandes différences entre les deux régimes est qu'il y a chez les Russes une tradition de la propagande et de la désinformation, alors que chez les Chinois, il y a plus de transparence sur les intentions car tout est écrit.

Jean-Maurice Ripert : Les deux sociétés ne sont pas structurées de la même façon malgré leurs convergences. Il y a une société civile en Russie, de plus en plus petite, mais qui a toujours pu s'exprimer.

En Chine, les résolutions du dernier congrès du Parti Communiste Chinois et Xi Jinping ont déclaré que les droits humains étaient un concept occidental qui n'avait pas à s'appliquer en Chine. Ils l'ont écrit, et cette trace écrite est fondamentale. Ils ont théorisé une double rupture avec l'Occident, sur leur situation intérieure en disant que le droit aux « caractéristiques chinoises » devait prédominer en Chine, ce qui justifie l'absence totale de liberté pour les citoyens et la répression des minorités ethniques sur leur propre sol, et au niveau international, avec l'initiative « Ceinture et Route » qui n'a rien de multilatéral puisqu'elle est complètement sino-centrée. Sur aucun de ces deux sujets, les Russes ne les ont suivis. Ils tiennent à leur siège au Conseil de sécurité des Nations Unies car c'est là que leur puissance s'exerce, alors que les Chinois essaient de créer un nouvel ordre international en tentant d'aligner des pays émergents autour d'eux.

La société russe n'est pas prête à considérer que les droits humains n'existent pas. C'est plus compliqué de le faire comprendre en Chine si on ne s'adresse pas à des artistes, à des intellectuels, à certains patrons d'entreprises. Tout est écrit dans les résolutions du parti, comme les « lieux de détention tenus secrets » par exemple, qui sont inscrits dans le droit chinois alors qu'il s'agit bien d'une violation de toutes les conventions internationales, pourtant ratifiées par la Chine. En Chine, on peut venir vous chercher un matin en bas de chez vous et vous disparaîsez purement et simplement, et personne ne sait où vous êtes. Les avanies et les horreurs que fait Poutine ne sont pas légales en Russie, sauf quand il a accordé des pouvoirs extra-judiciaires à la Prokuratura (le Ministère Public) et au FSB pour arrêter les manifestants contre la guerre en Ukraine.

Il subsiste une société civile en Russie : des ONG, des associations, des syndicats, qui ont de plus en plus de mal à exister car ils sont dissous les uns après les autres (la fermeture de l'association Memorial, et de son Centre pour les droits de l'Homme, qui travaillait sur la mémoire des crimes du Stalinisme, a été une catastrophe absolue), mais ils existent. En Chine, cela n'existe pas. Il y a des opposants individuels au régime, quelques associations qui essaient de survivre surtout dans le domaine social, économique ou environnemental, mais il n'y a pas de société civile, pas de syndicats.

LGC : Que pensez-vous des protestations qui ont eu lieu ces derniers jours en Chine contre les mesures très restrictives de la politique Zéro Covid, dans l'usine Foxconn de production d'iPhone de Zhengzhou, puis à Pékin, à Shanghai ? Des manifestations de protestations contre le PCC comme celles-ci ne s'étaient jamais vues, avec un mécontentement très fort de la population qui s'est exprimé aussi sur les réseaux sociaux.

Jean-Maurice Ripert : Je pense qu'il ne faut pas surinterpréter ces épisodes. Les manifestations au niveau des entreprises, des villages, des villes sont extrêmement fréquentes en Chine. Tout le monde pense que la Chine, avec ce PCC monolithique, est un Etat qui fonctionne de haut en bas. Rien n'est plus faux. La Chine est un Etat totalement dysfonctionnel, la « dictature sur le bazar ».

Plus personne ne fait fonctionner ce pays, parce que tout le monde a peur, parce que personne ne prend de décisions, parce que la corruption est omniprésente. Tous les Chinois ne vivent pas le même quotidien, et nous ne regardons en général que les Chinois qui habitent Pékin, Shanghai, Shenzhen, Canton, et Hong Kong, ce qui ne représente que 400 millions de personnes à l'échelle du pays tout entier. Enormément d'autres vivent dans des villages où, à cent kilomètres de Pékin, il n'y a parfois pas d'eau courante. Les villages sont sous la coupe du secrétaire du Parti, du responsable du district, du gardien de leur immeuble, qui vivent de prébendes. La grogne populaire est directement liée à ce « middle management », contre les gens qui les dirigent. Il y a depuis toujours des conflits dans les usines pour des revendications salariales parce que les prix montent. Et également des revendications environnementales. La Chine est la plus grande catastrophe environnementale du monde : ce n'est pas seulement qu'elle pollue, c'est que ses habitants en sont victimes. Elle compte chaque année plusieurs dizaines de milliers de morts à cause de la pollution de l'air, la moitié du territoire chinois est en train de se désertifier à une vitesse faramineuse dans le Nord, et la moitié sud est de plus en plus sous les eaux. L'eau à Pékin vient du sud du pays, et fait un trajet de deux mille kilomètres pour approvisionner les 25 millions d'habitants de la capitale.

Cette catastrophe écologique crée dans la population un fort ressentiment, avec des structures sanitaires qui ne sont pas à la hauteur des besoins. Les Chinois ont montré en grande pompe pendant le Covid des hôpitaux militaires construits en trois jours par des soldats, mais il s'agissait en réalité de tentes dans lesquels on mettait des masques à oxygène sur le visage de gens qui décédaient tous les uns après les autres. Les problèmes de pollution, de santé, d'accès à l'éducation aussi provoquent des révoltes parce que, très souvent, ce sont les représentants locaux, corrompus, qui sont en première ligne. Et c'est l'argent des investissements dans les infrastructures qui est détourné par la corruption. Il y a toujours eu des révoltes contenues dans les villages, résolues par des limogeages rapides des représentants locaux du PCC remplacés par des semblables. Le PCC a aussi décidé qu'il fallait limiter la population des villes déjà immensément peuplées. Des rafles d'habitants ont lieu périodiquement pour les renvoyer dans leurs villages. On démolit des quartiers traditionnels dans les grandes villes chinoises, pas uniquement pour faire de grandes avenues mais aussi parce que cela permet de fermer toutes les boutiques clandestines, où travaillent des gens qui n'ont pas de passeport intérieur ni de permis de travail.

LGC : Les Chinois étaient mécontents aussi de cette invasion russe. Pour quelles raisons ?

Jean-Maurice Ripert : Oui, et ils l'ont d'ailleurs manifesté avant 2022, dès l'annexion de la Crimée en 2014. Les Chinois détestent l'inattendu, les événements qui perturbent l'ordre des choses. Les négociations diplomatiques prennent d'ailleurs énormément de temps avec la Chine, ne serait-ce que pour obtenir, au terme d'un accord, une signature. Le déclenchement de la guerre en Ukraine les obligeait à condamner l'invasion russe de l'Ukraine, et formuler cette condamnation représente pour eux ce qu'ils détestent, à savoir s'immiscer dans les affaires d'un autre Etat. Tout leur narratif sur Taiwan et Hong Kong tient au fait qu'ils les considèrent d'office comme des territoires chinois.

Ce moment de tension internationale, focalisant l'attention sur l'invasion d'un pays par son voisin, conduit à ce qu'ils craignaient, soit une prise de position américaine sur Taiwan comme ce qu'a déclaré Joe Biden, qui a dit qu'en cas d'invasion chinoise, les Américains interviendraient. Les Chinois ont attentivement observé les réactions internationales : la condamnation quasi unanime aux Nations unies de l'invasion russe : 141 pays qui condamnent la Russie, ce n'est pas rien. La visite du président de l'Union africaine Macky Sall à Moscou pour demander à Poutine en juin 2022 un cessez-le-feu en dénonçant la grave crise alimentaire qui pèse sur le continent africain et les responsabilités des Russes est aussi regardée avec attention à Pékin. Cette guerre est une mauvaise affaire pour la Chine. Et, fait assez rare, ils ont laissé passer un communiqué du G20 dont ils ne se sont pas désolidarisés condamnant la menace nucléaire russe. Xi Jinping s'est toujours fermement opposé à la menace, par les Russes, de l'emploi de l'arme nucléaire.

LGC : Ce qui signifie que ce qui prédomine dans les relations internationales aujourd'hui, c'est la notion de souveraineté des Etats ?

Jean-Maurice Ripert : Pour les Chinois, oui, il s'agit bien de la souveraineté absolue des États, et un impératif de négociation. Sauf que les Chinois ne savent pas négocier. La notion même de «compromis» n'existe pas pour eux. On ne compromet pas, on obéit ; le pouvoir impose, ou se retire, mais ne négocie pas.

Les Russes veulent qu'on maintienne un système multilatéral à travers les Nations Unies puisqu'ils y ont une place à la table des chefs. Pour la forme, ils veulent avoir un secrétaire général adjoint, siéger à Genève, et ils savent intimider des petits pays quand l'Assemblée générale de l'ONU aborde des débats difficiles, comme il y en a eu sur la Géorgie ou le Kosovo. Les Chinois, eux, n'aiment pas les Nations Unies mais ils essaient d'occuper le maximum de place pour étendre leur influence à l'ONU et en détourner les objectifs. Ils dirigent aujourd'hui quatre ou cinq institutions onusiennes, ils président des organisations et versent de l'argent massivement dans celles-ci pour qu'elles les soutiennent. Ils essaient de tenir les institutions pour les empêcher de leur nuire et font monter à côté des réseaux parallèles d'institutions, qu'ils financent entièrement comme « Ceinture et route » par exemple. L'objectif chinois est d'affaiblir les institutions internationales en créant leurs propres institutions au service de leurs intérêts. Ils ne participent quasiment jamais à des institutions multilatérales, qu'il s'agisse du Forum mondial pour l'Education, du G5 Sahel, du Club de Paris.

La vision des relations internationales de la Chine est certainement plus ambitieuse que celle des Russes, qui veulent geler les choses et revenir au bon vieux temps selon eux où la paix du monde ne dépendait que de deux grandes puissances. Les Russes sont paniqués parce que le monde est en train de devenir multipolaire. Les Chinois se préparent à tenir leur rôle de principale puissance mondiale qui doit naturellement leur échoir dans une ou deux décennies, et pensent, d'ici-là, que le rapport de force avec les Etats-Unis organise les relations internationales. Dans cette vision des choses, la Russie n'a qu'un rôle d'allié, important certes, en contrepoids aux États-Unis, mais somme toute secondaire.

Propos recueillis par Annalivia Lacoste, responsable de la communication de Terra Nova.